



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

**Service interministériel d'animation
des politiques publiques**

Pôle environnement et transition énergétique

ARRÊTÉ n° 41-2022-08-02-00003

**complémentaire modifiant les prescriptions de l'arrêté n°2004-328-24 du 23 novembre 2004
applicables à l'établissement « PFD » de stockage de produits phytopharmaceutiques exploité
par la société SCA AXEREAAL, à BLOIS.**

LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14 , R. 181-45 et R.181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du président de la République du 6 janvier 2021 nommant en conseil des ministres monsieur François PESNEAU, préfet de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2017 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté du 24 septembre 2020 modifié, relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2004-328-24 du 23 novembre 2004 relatif aux prescriptions applicables à l'établissement « PFD » stockant des produits phytopharmaceutiques et exploité par la société LIGEA à BLOIS, modifié par arrêté préfectoral complémentaire n°2014-182-0008 du 01 juillet 2014 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2008-350-2 du 15 décembre 2008 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2004-328-24 du 23 novembre 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2010-89-9 du 30 mars 2010 approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour de l'établissement de la société coopératives LIGEA à BLOIS ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2010-223-16 du 11 août 2010 portant autorisation de changement d'exploitant au bénéfice de la société AXEREAL UNION DE COOPERATIVES AGRICOLES ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2010-340-0020 du 6 décembre 2010 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2004-328-24 du 23 novembre 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2012-096-0002 du 5 avril 2012 modifiant l'arrêté préfectoral n°2010-223-16 du 11 août 2010 ;

Vu le dossier « complément d'étude de dangers pour la mise en place d'une zone tampon d'expédition » version 1 de juillet 2021 ;

Vu le dossier « complément d'étude de dangers pour la mise en place d'une zone tampon d'expédition » version 2 de décembre 2021 ;

Vu le courrier de déclaration d'existence de l'exploitant daté du 16 décembre 2021 reçu le 27 décembre 2021 (demande de bénéfice d'antériorité suite à la modification de la rubrique n°1510 de la nomenclature des installations classées) complété le 31 mai 2022 ;

Vu les avis du SDIS (service départemental d'incendie et de secours) des 1er décembre 2021 et 23 mars 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées daté du 16 juin 2022 ;

Vu la communication du projet d'arrêté faite au directeur de la société AXEREAL et les observations qu'il a formulées dans le délai imparti ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.1 du Code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que les dispositions du présent arrêté permettent de protéger les intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été soumis à l'exploitant et que celui-ci a pu formuler ses remarques dans le délai imparti ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher

ARRÊTE :

ARTICLE 1 – MODIFICATIONS

L'arrêté préfectoral du 23 novembre 2004 définissant les prescriptions applicables à l'établissement de stockage de produits phytopharmaceutiques exploité par la société SCA AXEREAL à BLOIS, 12 rue André Boulle, est modifié comme suit :

L'article 1.2.2 est remplacé par l'article 1.2.2 suivant :

« Liste des installations classées du site AXEREAL

Rubrique	Libellé de la rubrique	Alinéa	Quantité/volume maximal autorisé	Classement ICPE(*)
4110	Toxicité aiguë de catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition à l'exclusion de l'uranium et de ses composés. Quantité seuil bas au titre de l'article R.511-10 : 5 tonnes Quantité seuil Haut au titre de l'article R.511-10 : 20 tonnes	1. Substances et mélanges solides. a. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égal à 1 tonne	<i>Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »</i>	<i>Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »</i>
4110	Toxicité aiguë de catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition à l'exclusion de l'uranium et de ses composés. Quantité seuil bas au titre de l'article R.511-10 : 5 tonnes Quantité seuil Haut au titre de l'article R.511-10 : 20 tonnes	2. Substances et mélanges liquides. a. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égal à 250 kg	<i>Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »</i>	<i>Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »</i>
4110	Toxicité aiguë de catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition à l'exclusion de l'uranium et de ses composés. Quantité seuil bas au titre de l'article R.511-10 : 5 tonnes Quantité seuil Haut au titre de l'article R.511-10 : 20 tonnes	3. Gaz ou gaz liquéfiés a. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 10 kg	<i>Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »</i>	<i>Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »</i>

4120	Toxicité aiguë de catégorie 2 pour l'une au moins des voies d'exposition à l'exclusion de l'uranium et de ses composés. Quantité seuil haut au titre de l'article R.511-10 : 200 tonnes Quantité seuil bas au titre de l'article R.511-10 : 50 tonnes	1. Substances et mélanges solides. a. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égal à 50 tonnes	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »
4120	Toxicité aiguë de catégorie 2 pour l'une au moins des voies d'exposition à l'exclusion de l'uranium et de ses composés. Quantité seuil haut au titre de l'article R.511-10 : 200 tonnes Quantité seuil bas au titre de l'article R.511-10 : 50 tonnes	2. Substances et mélanges liquides. a. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égal à 10 tonnes	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »
4120	Toxicité aiguë de catégorie 2 pour l'une au moins des voies d'exposition à l'exclusion de l'uranium et de ses composés. Quantité seuil haut au titre de l'article R.511-10 : 200 tonnes Quantité seuil bas au titre de l'article R.511-10 : 50 tonnes	3. Gaz ou gaz liquéfiés a. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieur à 200 kg	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »
4130	Toxicité aiguë de catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. Quantité seuil haut au titre de l'article R.511-10 : 200 tonnes Quantité seuil bas au titre de l'article R.511-10 : 50 tonnes	1. Substances et mélanges solides. a. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égal à 50 tonnes	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »
4130	Toxicité aiguë de catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. Quantité seuil haut au titre de l'article R.511-10 : 200 tonnes Quantité seuil bas au titre de l'article R.511-10 : 50 tonnes	2. Substances et mélanges liquides. a. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égal à 10 tonnes	Voir annexe « informations sensibles – Non	Voir annexe « informations sensibles – Non

	l'article R.511-10 : 50 tonnes		<i>communicable au public »</i>	<i>communicable au public »</i>
4130	Toxicité aiguë de catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. Quantité seuil haut au titre de l'article R.511-10 : 200 tonnes Quantité seuil bas au titre de l'article R.511-10 : 50 tonnes	3. Gaz ou gaz liquéfiés a. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieur à 200 kg	<i>Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »</i>	<i>Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »</i>
4140	Toxicité aiguë de catégorie 3, pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. Quantité seuil haut au titre de l'article R.511-10 : 200 tonnes Quantité seuil bas au titre de l'article R.511-10 : 50 tonnes	1. Substances et mélanges solides. a. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égal à 50 tonnes	<i>Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »</i>	<i>Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »</i>
4140	Toxicité aiguë de catégorie 3, pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. Quantité seuil haut au titre de l'article R.511-10 : 200 tonnes Quantité seuil bas au titre de l'article R.511-10 : 50 tonnes	2. Substances et mélanges liquides. a. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égal à 10 tonnes	<i>Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »</i>	<i>Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »</i>

4140	Toxicité aigue de catégorie 3, pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. Quantité seuil haut au titre de l'article R.511-10 : 200 tonnes Quantité seuil bas au titre de l'article R.511-10 : 50 tonnes	3. Gaz ou gaz liquéfiés a. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieur à 200 kg	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »
4320	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 15 tonnes	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »
4321	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 500 tonnes	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »
4150	Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1. Quantité seuil haut au titre de l'article R.511-10 : 200 tonnes Quantité seuil bas au titre de l'article R.511-10 : 50 tonnes	La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 20 tonnes	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »
4510	Dangereux pour l'environnement de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. Quantité seuil haut au titre de l'article R.511-10 : 200 tonnes	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 tonnes	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »

			<i>public »</i>	<i>public »</i>
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie 2. Quantité seuil haut au titre de l'article R.511-10 : 500 tonnes	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 tonnes	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 ou 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). Quantité seuil bas au titre de l'article R.511-10 : 50 tonnes	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant, pour le stockage en récipients à pression transportables, inférieure à 6 tonnes	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou de catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 Quantité seuil bas au titre de l'article R.511-10 : 5000 tonnes	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 tonnes	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »
1510	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques	2c : Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	49 191 m ³	DC

1436	Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, à l'exception des boissons alcoolisées	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieur à 100 tonnes	99 tonnes	NC
------	---	--	-----------	----

(*) A (Autorisation), DC : Déclaration avec contrôle périodique ou NC (Non Classé)

Le site est classé SEVESO seuil Haut au titre de l'article R. 511-10 du Code de l'environnement.

L'article 1.2.5 « bénéfice de l'antériorité » est complété par l'alinéa suivant :

« Il est pris acte du bénéfice de l'antériorité concernant la rubrique 1510, en application de l'article L.513-1 du Code de l'environnement. L'exploitant doit respecter les capacités maximales définies à l'article 1.2.2.

L'article 1.2.6 est remplacé par l'article 1.2.6 suivant :

« Consistance des installations classées :

Conformément au plan en annexe I au présent arrêté (qui remplace les plans annexés à l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2008), l'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Installations	Types de produits susceptibles d'être stockés	Surface en m ²	Capacité de stockage
Hall A	Tous produits phytopharmaceutiques sauf Inflammables*	1500	935 t
Hall B	Tous produits phytopharmaceutiques sauf Toxiques non inflammables*	1500	935 t
Hall C	Tous produits phytopharmaceutiques sauf Inflammables et sauf Toxiques	1500	935 t
Chapiteau (zone de transit et non de stockage)	Produits combustibles non dangereux (dont semences) et produits non combustibles.	825 m ²	100 palettes max. de produits combustibles, soit 144 m ³
Hall D	Semences, produits combustibles divers non dangereux (Après mise en service du nouveau bâtiment : Semences exclusivement)	1750	500 t
Hall E	Semences, bigs-bags d'engrais solides minéraux non classés et d'engrais solides organiques, produits combustibles divers non dangereux (ficelles, films plastiques, etc.)	1900	600 t
Quai de réception / préparation / expédition et bureau d'ordonnancement des commandes : 540 m ²			
Local Incendie (équipements pour l'extinction automatique : vannerie, motopompe, réserve émulseur) : 30 m ²			
Local de charge des batteries des chariots : 30 m ²			
Local déchets : 8 m ²			

* Hors zone de transit des commandes préparées en attente d'expédition

** En période ouvrée, la présence de produits combustibles non dangereux est limitée à 100 palettes de 1,44 m³. En dehors des périodes ouvrées, le chapiteau ne contient pas de matières combustibles.

L'utilisation du « chapiteau » communiquant avec le quai de préparation de commandes (structure avec parois métalliques, charpente en lamellé collé et toiture toile) est strictement limitée au stockage de produits non dangereux.

L'article 3.5.3.3 suivant est inséré :

« Prescriptions renforcées « post-LUBRIZOL » :

L'exploitant se conforme aux dispositions des arrêtés ministériels suivants, modifiés suite au retour d'expérience de l'incendie LUBRIZOL notamment pris au travers des arrêtés modificatifs des 24 septembre 2020 et 21 septembre 2021 :

- arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- arrêté ministériel du 24 septembre 2020 au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

À ce titre, l'exploitant respecte les échéances réglementaires reprises dans le tableau de l'article 2 du présent arrêté.

L'article 4.2.1.7.3 est modifié tel que suit :

« Mise en sécurité du dépôt en dehors des heures ouvrées » :

La phrase suivante « Des semences et produits inertes non dangereux en transit peuvent être maintenus sous le chapiteau dans le respect des quantités maximales définies à l'article 1.2.6 » est remplacée par la phrase suivante :

« Des produits combustibles non dangereux (de types semences) en transit peuvent être maintenus sous le chapiteau, pendant les heures ouvrées, dans le respect des quantités maximales définies à l'article 1.2.6 et dans le respect des prescriptions spécifiques définies à l'article 4.4.4 inséré par le présent arrêté ».

L'article 4.4.4 suivant est inséré :

« Prescriptions particulières relatives au transit de produits combustibles non dangereux sous le chapiteau :

« Les produits en transit sont disposés en masse, en îlots séparés par allées centrales et perpendiculaires de 4 mètres de large. La hauteur des îlots est limitée à 2 mètres.

Le chapiteau est éloigné de 5 mètres des parois du hall A de stockage de produits phytosanitaires, de sorte de prévenir une propagation en cas d'incendie. Le cas échéant, l'exploitant matérialise au sol une travée devant rester libre de tout stockage de façon à ce que cette distance d'éloignement de 5 mètres soit garantie.

Le chapiteau est équipé d'une détection incendie automatique, conforme aux dispositions de l'article 3.5.71.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié.

Le transit de produits dangereux sous chapiteau est interdit (en particulier, il ne contient pas de produits phytosanitaires).

Le chapiteau est vide de matières ou produits combustibles en dehors des heures ouvrées. »

ARTICLE 2 : BILAN DES ÉCHÉANCES

Article	NATURE DES ÉTUDES / TRAVAUX	Échéance maximale de réalisation
AM 1510 AM 4/10/2010	État des stocks (prise en compte des nouvelles dispositions)	Depuis le 01 ^{er} janvier 2022
AM 26/05/2014	Intégration dans l'EDD de l'étude des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.	1 ^{er} septembre 2023
AM 26/05/2014	Intégration dans le POI de la description des moyens et méthodes prévues pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur, ainsi que les dispositions assurant la disponibilité d'équipements pour mener les premiers prélèvements et analyses environnementaux en cas d'accident.	1 ^{er} septembre 2023
AM 1510 AM 26/05/2014	Mise à disposition du rapport des assureurs	Depuis le 01 ^{er} janvier 2021
AM 1510 AM LI 24/09/2021	Prise en compte des dispositions relatives aux liquides inflammables en contenants fusibles	1 ^{er} janvier 2023 / 1 ^{er} janvier 2026

ARTICLE 3

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera notifié à la société AXEREAL PFD (Produits Finis Divers) par lettre recommandée avec accusé de réception et sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher.

Conformément aux dispositions édictées par l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de BLOIS et peut y être consultée ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher pendant une durée minimum de quatre mois ;
- un extrait de cet arrêté est affiché, pendant une durée minimum d'un mois, en mairie de BLOIS ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Une copie sera adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire de BLOIS, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Blois, le **02 AOÛT 2022**

Le préfet,



François PESNEAU

Délais et voies de recours en page suivante

Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet de Loir-et-Cher – Place de la République – BP 40299 – 41006 BLOIS cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique – Direction Générale de la Prévention des Risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Les recours administratifs prolongent de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés ci-dessous.

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : www.telerecours.fr

PLAN

L'établissement se compose des installations et équipements décrits au tableau suivant.

	Installation / Equipement	Repère
Phytos	Hall A	
	Hall B	
	Hall C	
	Hall D	
Combustible	Chapiteau	
	Hall E	
Chargement /Déchargement	Camions	
Poste électrique	Transformateur électrique	
Local incendie	Extinction	
Aire extérieure	Matières premières et stockage déchet	
Bureaux	Local d'exploitation, vestiaires et toilettes	

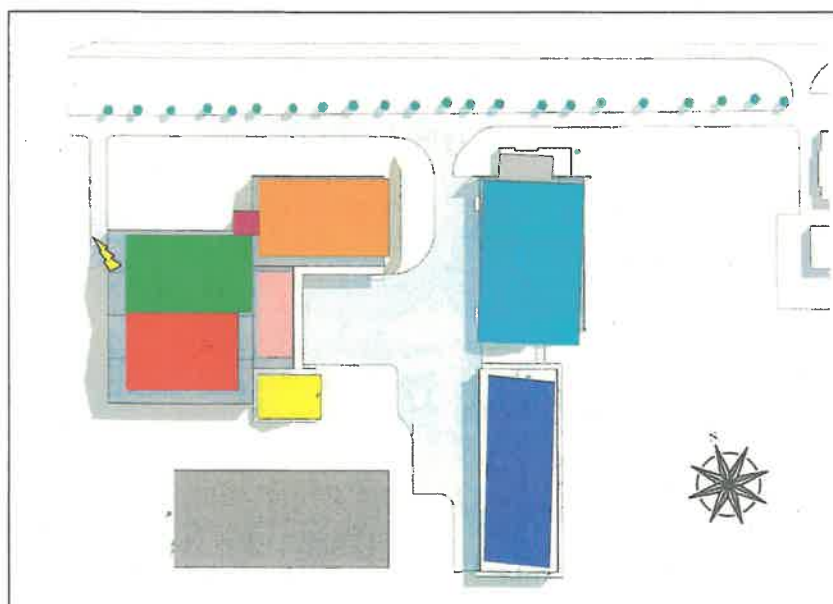


Figure 5 : Présentation du site

Vu pour être annexé à mon arrêté
du: **10 2 AOUT 2022**

Le Préfet,



[Signature]